



Sous le signe de l'or noir : la relation Chine - Conseil de Coopération du Golfe et ses implications stratégiques

La fin du XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème} siècle ont été marqués par une profonde réorganisation des relations internationales, et notamment par l'émergence de nouveaux partenariats stratégiques entre les Etats - parmi lesquels le rapprochement entre la Chine et les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Les ressorts de cette relation se trouvent principalement dans le domaine énergétique mais aussi économique et commercial.

Pétrole et autres facettes de la relation Chine - CCG

La Chine souhaite développer des relations avec les pays du Golfe pour deux raisons principales : assurer ses approvisionnements en pétrole et étendre sa présence dans la région du Golfe à travers des partenariats économiques¹. Cette stratégie se base sur les cinq principes de la coexistence pacifique développée par l'Inde et la Chine en 1954. Ils incluent notamment le renforcement de l'amitié et de la coopération entre pays en développement.

Développement chinois et explosion des besoins en hydrocarbures

La Chine connaît depuis les années 1980 et l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping une croissance économique importante. Cela est en partie lié à son développement industriel. A la suite des réformes économiques qui ont été mises en place pendant cette période, le pays est devenu importateur net de pétrole brut en 1993, alors qu'il était encore exportateur net en 1985². Ses importations quotidiennes sont passées de 1,4 million de barils de pétrole par jour en 2002 à 6,3 millions de barils en 2014 (contre 6,2 pour les Etats-Unis). La Chine est ainsi devenue le premier consommateur d'énergie au monde en 2010 et le premier importateur mondial de pétrole, devant les Etats-Unis en 2013³.

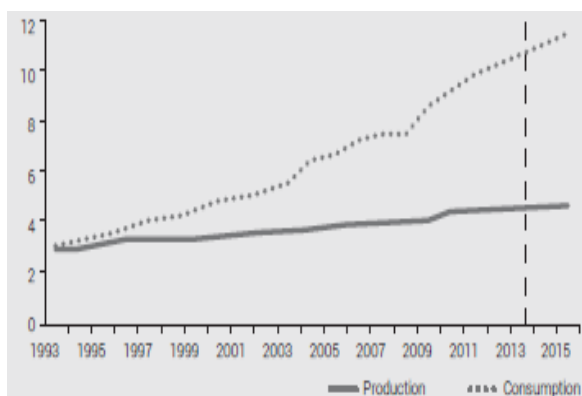
¹ Zhu Feng, « Oil Nexus vs. Diplomatic Crux: China's Energy Demands, Maritime security and the Middle East Aspirations », in *China's Growing Role In the Middle East: Implications for the Region and Beyond*, Washington, The Nixon Center, 2010, p31.

² James Chen, « *The Emergence of China in the Middle East* », Institute for national strategic studies, Washington, 2011.

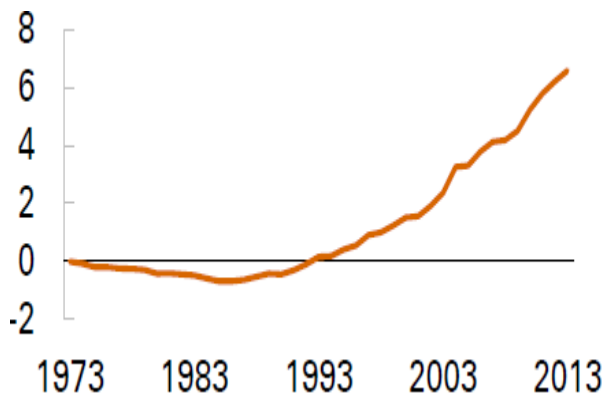
³ [en ligne] consulté le (25 mars 2015), [www.eia.gov/forecasts/ieo/pdf/0484\(2013\).pdf](http://www.eia.gov/forecasts/ieo/pdf/0484(2013).pdf) World energy outlook 2013, EIA.

D'ici 2020, la consommation chinoise en pétrole aura doublé par rapport à son niveau de 2000 tandis que sa production interne restera constante. Cette hausse de la consommation énergétique est grandement liée à la hausse de l'utilisation des voitures et de l'électricité. Pékin connaît une importante progression de son parc automobile depuis les années 1980 et cette tendance ne fait que se confirmer depuis le début du XX^{ème} siècle. En effet, le nombre de voitures est 90 fois plus important en 2010 qu'en 2004⁴. Cela entraîne ainsi une hausse de la demande de carburant. Entre 2002 et 2012, la consommation chinoise représente 50% de la hausse de la consommation mondiale contre 30% pour l'Union européenne et les États-Unis réunis⁵. Cette tendance devrait se poursuivre dans les années à venir.

Production et consommation de pétrole en Chine
(nombre de barils/jour)⁶



Importation de pétrole de la Chine
(millions de barils/jour)⁷



Dans ce contexte, afin de faciliter la poursuite de l'industrialisation du pays et de son développement économique, la Chine se trouve dans l'obligation d'augmenter ses importations de pétrole afin de sécuriser ses approvisionnements énergétiques. En effet, comme l'énonce pour la première fois le plan quinquennal chinois de 2001-2005, la sécurité énergétique fait partie des préoccupations majeures du pays⁸. Cette préoccupation a amené les dirigeants du pays à se rapprocher des pays du CCG. Ces derniers détiennent 45% des réserves mondiales de pétrole et apparaissent comme la clé de la sécurité énergétique chinoise⁹. Cet intérêt pour les pays du Golfe est totalement nouveau pour la Chine. En effet, avant les années 1980, Pékin n'avait aucune relation avec ces États.

⁴ John Calabrese, « *The risks and rewards of china's deepening ties with the middle east* », Washington, The Jameston foundation, 2004.

⁵ [En ligne] consulté le (23 mars 2015), www.brookings.edu/research/testimony/2013/06/06-china-middle-east-energy-downs.

⁶ Lars Erslev Andersen & Yang Jiang, *Oil, Security, and Politics, Is China Challenging the US in the Persian Gulf ?*, DISS, Report 2014, Copenhagen 2014.

⁷ Thomas Parker, *China's Growing Interests in the Persian Gulf*, International Security Consultant Parker and Associates, Athens, 2000.

⁸ Kristian Coates Ulrichsen, *Unsecure Gulf the end of certainty and the transition to the post-oil era*, London, C.Hurst & Co., 2011.

⁹ Lars Erslev Andersen & Yang Jiang, *Oil, Security, and Politics, Is China Challenging the US in the Persian Gulf ?*, DISS, Report 2014, Copiague 2014.

Assurer sa sécurité énergétique: enjeu principal de la relation avec les pays du CCG

Afin de répondre à la forte hausse de la consommation pétrolière de ses habitants, la Chine importera, d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 70% de sa consommation pétrolière en provenance des pays du Golfe en 2015¹⁰. Son principal partenaire dans ce domaine est l'Arabie saoudite. Cette dernière exporte 19%¹¹ des importations totales chinoises de pétrole en 2013.

Les relations entre les deux pays se sont renforcées à partir de 1999 quand l'ancien président chinois, Jiang Zemin, a mis en place un partenariat stratégique concernant le pétrole avec l'Arabie saoudite. Ce partenariat entre les deux pays s'est accentué à partir de 2001 à la suite de l'adhésion de la Chine à l'OMC¹² et des attentats terroristes qui ont entraîné des dissensions entre Riyad et Washington. La même année, Riyad affirmait à la Chine que, pour les années à venir, cette dernière pourrait compter sur elle pour un approvisionnement en pétrole "*en toutes circonstances*" - selon les termes d'un *gentleman's agreement* destiné à faciliter le développement économique de Pékin¹³. En 2004, l'Aramco - compagnie nationale de pétrole du Royaume - accorde à la Sinopec - l'une des plus importantes compagnies pétrolières chinoises - une concession pour exploiter une partie des ressources de gaz naturel proches du gisement de Ghawar, le plus grand gisement mondial *onshore*¹⁴. Les compagnies chinoises ont aussi signé des contrats leur permettant d'explorer et de produire du gaz naturel dans le bassin du Rub' al-Khali. C'est la première fois que Riyad permet à un pays étranger d'exploiter directement des ressources énergétiques sur son territoire¹⁵.

En 2012, la Sinopec signe un contrat avec l'Aramco concernant la construction d'une raffinerie en mer Rouge au niveau du port de Yanbu¹⁶, dont elle sera propriétaire à 37,5%¹⁷. L'entreprise chinoise a aussi créé d'autres *joint ventures*, notamment avec Exxon-Mobil et l'Aramco, pour la création d'une raffinerie dans la province chinoise du Fujian. L'Aramco - qui possède 25% de cette dernière - a développé sa présence sur le territoire chinois grâce à la raffinerie de Maoming dans la province du Guangdong. L'entreprise de pétrochimie Saudi Basic Industries intervient, quant à elle, dans un

¹⁰ John Calabrese, *The Consolidation of Gulf-Asia Relations: Washington Tuned In or Out of Touch?*, *The Middle East Institute Policy Brief*, No. 25, Washington, 2009.

¹¹ Jon B. Alterman, *China balancing act in the gulf*, CSIS, Washington, 2013.

¹² Wu Bingbing, *Strategy and politics in the Gulf as seen from China*, in *China and the Persian Gulf implications for the United States*, Bryce Wakefield and Susan L. Levenstein, Washington, 2011.

¹³ Ibid

¹⁴ [En ligne] consulté le (22 mars 2015),

www.uofaweb.ualberta.ca/chinainstitute/nav03.cfm?nav03=53425&nav02=43875&nav01=43092.

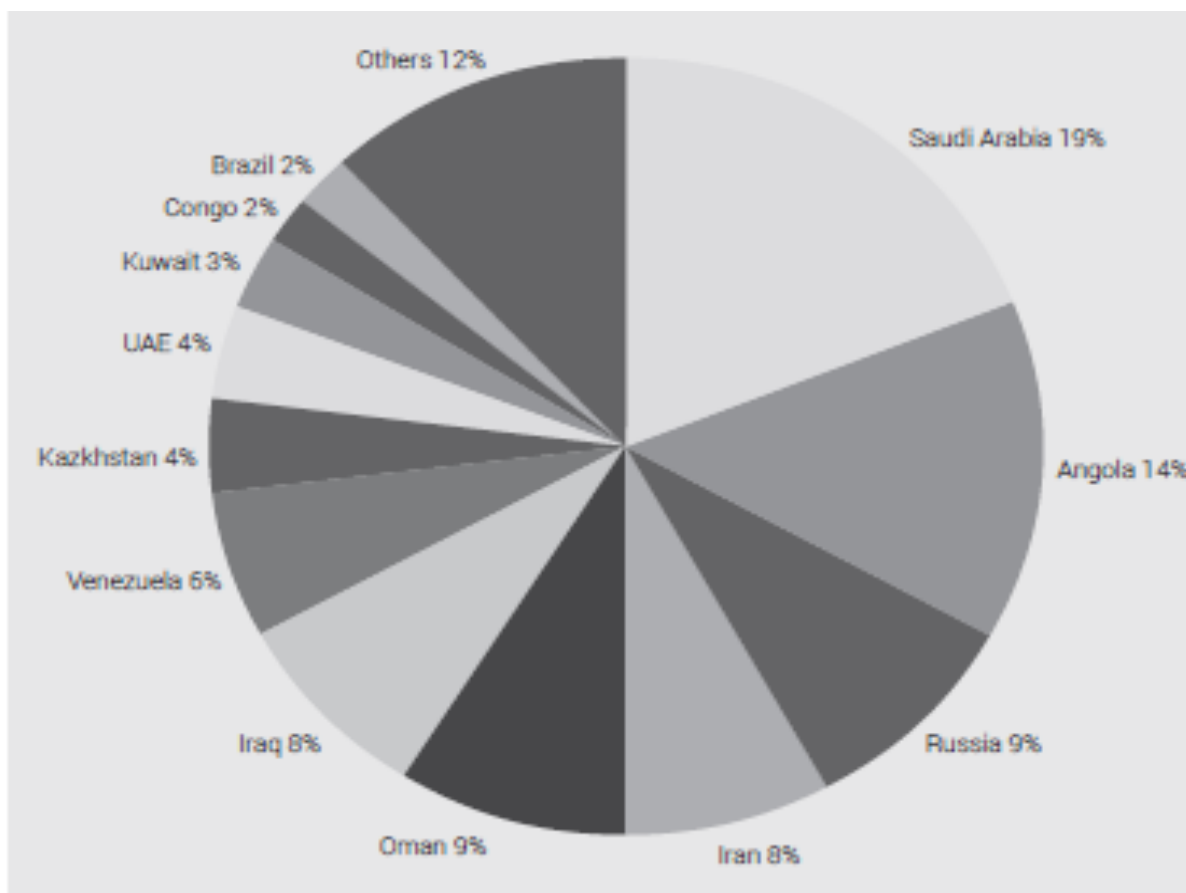
¹⁵ Zhu Feng, « Oil Nexus vs. Diplomatic Crux: China's Energy Demands, Maritime security and the Middle East Aspirations », in *China's Growing Role In the Middle East: Implications for the Region and Beyond*, Washington, The Nixon Center, 2010, p6.

¹⁶ Lars Erslev Andersen & Yang Jiang, *Oil, Security, and Politics, Is China Challenging the US in the Persian Gulf ?*, DISS, Report 2014, Copenhagen 2014.

¹⁷ Wu Bingbing, *Strategy and politics in the Gulf as seen from China*, in *China and the Persian Gulf implications for the United States*, Bryce Wakefield and Susan L. Levenstein, Washington, 2011.

complexe de pétrochimie à Tianjin, dans le cadre d'une *joint venture* avec la Sinopec¹⁸. Par ailleurs, plusieurs millionnaires saoudiens ont investi d'importantes sommes d'argent dans le domaine de la pétrochimie et dans la construction de plusieurs bases stratégiques dans différentes régions chinoises¹⁹.

Origine des importations pétrolières en 2013



Source: FACTS Global Energy, Global Trade Information Services.

Des relations fructueuses avec les autres pays du CCG

L'Arabie saoudite n'est pas le seul pays membre du CCG avec lequel la Chine commerce dans le domaine énergétique. En effet, cette dernière importe aussi d'importants volumes de pétrole en provenance des Emirats Arabes Unis (EAU) et du gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du Qatar. La visite en Chine du prince héritier d'Abu Dhabi Cheikh Mohammed bin Zayed Al-Nahyan en 2009 a ainsi débouché sur un accord pour développer des projets de pétrochimie entre la compagnie nationale pétrolière d'Abu Dhabi et la compagnie nationale chinoise de pétrole *offshore* (CNPC).

¹⁸ Molavi Afshin, *The new silk road, « chindia and the geoeconomic ties that bind the Middle-East and Asia»*, in *China and the Persian Gulf Implication for the United States*, The Woodrow Wilson Center Asia Program, 2010.

¹⁹ [En ligne] consulté le (23 mars 2015), www.atimes.com/atimes/Middle_East/IA13Ak02.html.

Pékin a également noué des accords avec des entreprises koweïtiennes, dont la compagnie pétrolière du Koweït (KPC), qui a ouvert un bureau à Pékin en 2005 pour développer des coopérations dans le domaine du raffinage pétrolier avec la CNPC. Cela concerne notamment les ressources se trouvant sur l'île de Hainan, en mer de Chine du Sud, mais aussi les gisements de Shengli - l'un des plus anciens et importants gisements pétroliers chinois - et de Yancheng²⁰. Par ailleurs, le fonds d'investissement « Kuwait Investment Authority », détient 15% de la Kuwait China Investment Company créée en 2005 après la visite de l'émir du Koweït en Chine. Plus de trente compagnies chinoises ont investi dans des entreprises omanaises du secteur de l'énergie. Le gouvernement omanais et la Sinopec ont signé des accords s'élevant à 22 millions de dollars pour l'exploration de nouveaux gisements²¹.

La mise en place de partenariats stratégiques plus larges

Outre l'accroissement des relations dans le secteur des hydrocarbures, les dirigeants chinois ont aussi, en 2012, signé des accords bilatéraux dans d'autres secteurs énergétiques et notamment pour le développement de l'énergie nucléaire. On peut par ailleurs souligner que le développement des relations entre la Chine et les pays du Golfe correspond à une stratégie commune de diversification économique et de diminution de leur dépendance respective vis-à-vis des pays occidentaux, et plus particulièrement des Etats-Unis²². Ainsi, en 2004, le conseil des ministres du CCG s'est rendu en Chine pour signer un accord-cadre relatif à la coopération économique, commerciale et technologique. La même année, Pékin et les membres du CCG ont entamé des discussions de libre-échange afin de réduire les coûts des importations énergétiques²³.

La Chine et le CCG se sont aussi rapprochés sur le plan diplomatique. En effet, l'ancien roi d'Arabie saoudite, Abdallah ben Abdelaziz al-Saoud, avait effectué son premier déplacement à l'étranger à Pékin, juste après sa prise de pouvoir en 2005. Quatre mois plus tard, c'est au tour de l'ancien président chinois Hu Jintao de se rendre à Riyad. Cette bonne entente entre les deux pays a notamment débouché sur la création du forum entre la Chine et les pays arabes. Les relations économiques entre Riyad et Pékin sont passées de 25,4 milliards de dollars en 2007 à 734 milliards de dollars en 2012²⁴. Au cours de cette même année, une délégation diplomatique chinoise menée par l'ancien premier ministre Wen Jiabao s'est rendue au Qatar, en Arabie saoudite et aux EAU. Ce déplacement a une nouvelle fois permis à Pékin de renforcer ses liens avec Riyad sur le plan énergétique mais aussi économique.

²⁰ Hongtu Zhao, «China's Energy Interest and Security in the Middle East», in *China's Growing Role in the Middle East: Implications for the Region and Beyond*, Washington, The Nixon Center, 2010 p43.

2010.

²¹ Abdulaziz Sager, «GCC-China Relations: Looking Beyond Oil – Risks and Rewards», in *China's Growing Role in the Middle East: Implications for the Region and Beyond*, Washington, The Nixon Center, 2010 p1.

²² Ibid.

²³ Ibid

²⁴ [En ligne] consulté le (23 mars 2015), www.english.people.com.cn/90883/8115328.html.

Implications stratégiques de la relation Chine-CCG et potentiels défis

Le développement de la sécurité maritime: un enjeu de frictions régionales potentielles

Le Département américain de l'Énergie estime que 24% des importations chinoises d'or noir passent par le détroit d'Ormuz²⁵. Cette route est de plus en plus le théâtre d'actes de pirateries maritimes. Avec le « pivot vers l'Asie » des États-Unis, la Chine se trouve confrontée à un nouveau défi. En 2007, Yao Wenhui, commissaire politique adjoint au Plan, énonce ainsi : « la dépendance de la Chine envers les importations énergétiques nécessite une marine puissante »²⁶. Elle doit, en effet, jouer un rôle plus important dans la sécurisation des transports et des hydrocarbures. Pour le moment, cela lui est difficile car la Chine ne dispose pas de toutes les compétences techniques ni du nombre de bateaux suffisants. Afin de réduire ce retard technologique et matériel, Pékin doit investir massivement dans le domaine naval pour prendre en charge des missions de sécurité maritime. On peut observer cette volonté chinoise d'être plus interventionniste dans ce domaine à travers la déclaration de l'ambassadeur chinois aux EAU: « le maintien de la sécurité dans le Golfe est vital pour la région, le monde entier et notamment la Chine »²⁷.

La stratégie de sécurisation des voies maritimes passe également par le développement d'autres routes évitant le détroit d'Ormuz. Il s'agit notamment du projet de construction de la Nouvelle route de la soie annoncé par le président chinois Xi Jinping en 2013²⁸. Cette route permettra de transporter les hydrocarbures en évitant le détroit d'Ormuz et la piraterie maritime qui sévit dans l'océan Indien. Un oléoduc pourrait être construit sur cette même route²⁹. Depuis 2012, le pipeline Fujairah permet aussi d'éviter ce détroit. Le contrat a été signé avec les EAU.

Une relation sino-saoudienne / sino-iranienne

Alors que l'Iran était son partenaire stratégique au cours des années 1990, Pékin privilégie aujourd'hui l'Arabie saoudite en tant que principal partenaire énergétique: le commerce sino-saoudien est trois fois plus important que le commerce sino-iranien³⁰. L'évolution de cette position chinoise vis-à-vis de l'Iran illustre, de manière plus

²⁵ Ben Simpfendorfer, *The New Silk Road : How a Rising Arab World is Turning Away from the West and Rediscovering China*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, p.39.

²⁶ Andrew B. Kennedy, *China's New Energy-Security Debate*, Survival, 2010.

²⁷ Kristian Coates Ulrichsen, *Unsecure Gulf the end of certainty and the transition to the post-oil era*, London, C.Hurst & Co., 2011.

²⁸ [En ligne] consulté le (23 mars 2015), http://usa.chinadaily.com.cn/china/2013-10/04/content_17008940.htm.

²⁹ [En ligne] consulté le (23 mars 2015), <http://www.leblogfinance.com/2013/02/octroi-du-port-de-gwadar-a-la-chine-accord-strategique-pour-petrole-et-gaz.html>

³⁰ Jean-François Seznec, *China and the Persian Gulf Implication for the United States*, The Woodrow Wilson Center Asia Program, 2010.

globale, le rapprochement de Pékin avec les pays du Golfe³¹. En effet, des officiels saoudiens ont critiqué les liens commerciaux qui liaient Pékin et Téhéran. Cette évolution de la stratégie chinoise peut aussi être perçue comme une volonté de Pékin de ne pas contrarier les États-Unis, notamment sur le dossier du nucléaire iranien³². Certains chercheurs voient la relation entre la Chine et les pays du Golfe s'inscrire dans un triangle avec les États-Unis, où chacune des actions menées par l'un des pays va affecter les deux autres et où chaque changement de relations entre deux pays va influencer le troisième³³.

Un rapprochement favorisé par le « pivot » américain vers l'Asie et la crise économique

Il est par ailleurs intéressant de souligner que, pendant que Pékin voit dans ce partenariat un moyen de sécuriser ses approvisionnements énergétiques, l'Arabie saoudite et ses voisins du Golfe voient en la Chine un marché à conquérir, notamment pour exporter du pétrole. En effet, le Fonds monétaire international estime que, d'ici 2030, l'économie asiatique sera plus importante que celles de l'Union européenne et des États-Unis réunies³⁴. C'est ce que confirme Walid Khadduri, consultant pour Middle East Economic Survey: « Les relations sino-saoudiennes concernant le pétrole se développent dans l'intérêt mutuel des deux pays »³⁵. Cela est d'autant plus le cas dans un contexte où la relation avec les États-Unis est perçue comme pouvant seulement se détériorer, étant donné que Washington souhaite orienter sa stratégie vers l'Asie et devenir indépendant énergétiquement – grâce à sa production nationale de gaz et de pétrole non conventionnels – et par conséquent importer moins de pétrole en provenance de la région. Il est intéressant de constater que ce rapprochement entre la Chine et les pays du CCG soulève certaines craintes aux États-Unis. En effet, même si elle souhaite diminuer son degré d'intervention militaire dans la région du Golfe, les États-Unis ne voient pas d'un bon œil la volonté chinoise de développer si fortement ses relations avec les pays du Golfe et par conséquent sa présence dans la région³⁶.

Le nuage à l'horizon: sécurité alimentaire et recherche de partenariats en Afrique

Il apparaît nécessaire de souligner que, si la Chine et les pays du CCG se sont beaucoup rapprochés depuis une décennie dans les domaines énergétique, économique et commercial, certaines limites et défis interrogent la pérennité de ces partenariats. On peut en effet noter que la Chine et les pays membres du CCG se

³¹Lars Erslev Andersen & Yang Jiang, *Oil, Security, and Politics, Is China Challenging the US in the Persian Gulf?*, DISS, Report 2014, Copenhagen 2014.

³² Ibid.

³³ Luo Yuan, « *Trilateral Relations among China, the U.S. and Arab Countries* », in *China's Growing Role in the Middle East: Implications for the Region and Beyond*, Washington, The Nixon Center, 2010 p23.

³⁴ [En ligne] consulté le (22 mars 2015),

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2010/car051210a.htm>

³⁵ Ibid.

³⁶ Abdulaziz Sager, « *GCC-China Relations: Looking Beyond Oil – Risks and Rewards* », in *China's Growing Role in the Middle East: Implications for the Region and Beyond*, Washington, The Nixon Center, 2010 p15.

trouvent en concurrence sur le continent africain où chacun souhaite développer des partenariats stratégiques avec les gouvernements locaux pour assurer sa sécurité alimentaire présente et future. Cette situation devrait encore plus s'accroître dans les années à venir. Ils ont ainsi beaucoup investi dans ce que l'on appelle l'accaparement des terres, notamment en Ethiopie, au Soudan, au Kenya et au Sierra Leone pour cultiver du maïs, du soja, du riz et du sucre.

Conclusion

Nous avons pu observer que les relations entre la Chine et les pays membres du CCG se sont beaucoup développées depuis le début du XXI^{ème} siècle. Ces liens sont mutuellement bénéfiques. En effet, ils permettent à la Chine de sécuriser ses approvisionnements énergétiques et aux pays du CCG d'investir sur l'un des marchés les plus importants et les plus prometteurs pour les années à venir. Ces relations sont principalement basées sur des intérêts économiques et ne s'étendent pas pour le moment à d'autres domaines comme celui de la défense.

Si Pékin parvient à combler son retard sur le sujet, il serait intéressant de voir comment pourraient évoluer les relations entre la Chine et les pays du CCG. Néanmoins, la compétition pour la sécurité alimentaire rendrait vraisemblablement compliquée toute décision pour les pays du CCG de confier leur sécurité à un tel rival, qui pourrait s'en servir comme levier d'influence.

Frédéric Sicard
Membre du Comité Energies de l'ANAJ-IHEDN

Frédéric Sicard est diplômé du Master 2 de Géoéconomie et intelligence stratégique de l'IRIS SUP' et finalise son Master 2 de relations internationales et action à l'étranger à l'Université Paris1 Panthéon Sorbonne. Membre de l'ANAJ-IHEDN depuis 2012, il a rejoint le Comité Energies en 2014